

Éliminer les bases militaires étasuniennes en Amérique latine et les Caraïbes



Par María Josefina Arce.

Les dernières actions des États-Unis compliquent davantage leurs relations avec l'Amérique Latine, une région qu'ils ont toujours considérée comme leur arrière cours. Au décret du président Barack Obama contre le Venezuela qu'il qualifie de menace, vient s'ajouter maintenant un renforcement de la présence militaire nord-américaine dans la zone.

Ces derniers jours Washington a créé une unité spéciale au Honduras pour de soi-disant « missions de collaboration » dans la région qui sera formée de 250 marines, des hélicoptères et catamaran de grande vitesse.

Les nouveaux effectifs se sont joints aux 500 autres qui sont déployés en permanence par les États-Unis dans la base de Palmerola, située à 86 kilomètres de Tegucigalpa, la capitale.

Des analystes politiques ont rappelé que cette installation militaire est clef pour les intérêts de la Maison Blanche dans ce pays et dans la région et qu'elle a joué un rôle de premier plan dans le coup d'état perpétré contre le président constitutionnel Manuel Zelaya en 2009.

Rappelons que depuis la base de Palmerola, Washington ravitaillait la contre révolution nicaraguayenne qui tentait de renverser le gouvernement sandiniste de Daniel Ortega, dans la décennie des années 80 du siècle dernier. Des actions contre la guérilla salvadorienne y ont été concoctées aussi.

La décision des États-Unis d'élargir leur présence militaire dans notre région fait fi de la proclamation de l'Amérique Latine et les Caraïbes comme zone de paix en janvier 2014, lors du Second Sommet de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et caribéens.

Pour cette raison, l'UNASUR, l'Union des Nations Sud-américaines va promouvoir la discussion sur le retrait des bases militaires étasuniennes de cette région, au sommet des Amériques qui aura lieu cette semaine au Panama.

Le Secrétaire Général de l'UNASUR, Ernesto Samper, a exprimé son inquiétude pour la multiplication des bases dans notre continent et il a proposé leur élimination définitive comme condition sine qua non pour jeter les bases d'un nouveau type de relations entre les États-Unis et les pays de notre région.

Une enquête de la journaliste argentine Telma Luzzani, publiée cela fait 3 ans avait identifié plus de 30 sites d'opérations dans au moins 17 pays de la région.

Cette étude avait fait savoir qu'il s'agit de petites enclaves où régissent les lois étasuniennes. Ces sites opèrent dans le cadre d'un réseau et ils sont utilisés pour collecter des données, protéger des oléoducs, surveiller les flux migratoires et procéder à des surveillances politiques.

En plus d'appuyer des coups d'état, comme ceux perpétrés contre le président Hugo Chávez au Venezuela ou Rafael Correa en Équateur, certaines de ces installations fonctionnent comme des centres de détention et de torture comme la base que les États-Unis occupent illégalement dans la Baie de Guantánamo, territoire cubain.

Sans aucun doute, un changement dans les relations entre les États-Unis et l'Amérique Latine et les Caraïbes passe obligatoirement par l'élimination des bases militaires qui constituent une menace à la paix et à la sécurité dans la zone car comme l'a bien souligné le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, le seul but de ces enclaves est de mettre l'Amérique Latine à la portée des troupes

étasuniennes en question de quelques heures.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/51944-eliminar-les-bases-militaires-etatsuniennes-en-amerique-latine-et-les-caraibes>



Radio Habana Cuba